

“Le pouvoir pourrait préférer sauvegarder le régime”

Algérie La persistance du mouvement pourrait aboutir au lâchage de Bouteflika, dit la chercheuse Dalia Ghanem Yazbeck.

Entretien Vincent Braun

Cela fait près d'une semaine que des manifestations ont lieu dans de nombreuses villes du pays pour dénoncer la candidature à un cinquième mandat consécutif du président Abdelaziz Bouteflika, cloué sur une chaise roulante après un accident vasculaire cérébral en 2013. Ce mouvement de contestation du pouvoir, inédit depuis des années, a gagné en dramatisation dimanche dernier avec le départ du président pour la Suisse, où il subit dans un hôpital de Genève une série d'examens censés rassurer l'opinion publique sur ses capacités à gouverner l'Algérie. La tactique, à l'approche de l'élection présidentielle du 18 avril, ne trompe personne car l'état d'affliction manifeste du président, constaté lors de ses rarissimes apparitions publiques ces dernières années, a convaincu beaucoup d'Algériens qu'il n'est plus apte à diriger. Aussi la candidature, annoncée le 10 février, de cet homme diminué, 82 ans (dans quelques jours) et au pouvoir depuis vingt ans, a suscité un mouvement d'incompréhension et de colère dans le pays.

Mardi, des étudiants de plusieurs campus algérois et d'autres villes du pays ont à leur tour manifesté. Nous avons joint par téléphone Dalia Ghanem Yazbeck, chercheuse au Carnegie Middle East Center, basé à Beyrouth. Elle se trouvait dans ces manifestations ce mardi à Alger. Pour elle, le mouvement, s'il perdure en gagnant en amplitude, pourrait conduire les autorités à présenter un autre candidat pour sauvegarder le régime en place.

Comment situez-vous ce mouvement de contestation par rapport aux précédents ?

Il y a une grande énergie et beaucoup de tension. Cela me rappelle les manifestations des années 1990 et dans une moindre mesure le mouvement Barakat (contre la candidature du chef de l'État, déjà, en 2014). Mais cette fois, j'ai l'impression qu'il y a vraiment un ras-le-bol qui s'exprime. Je doute que cela se calme. Il faudra attendre la grande manifestation de vendredi pour savoir jusqu'où ira la mobilisation.

Quelle est la marge de manœuvre des autorités ?

Le régime a deux grandes options qui s'offrent à lui. La première serait de recourir à la répression violente, mais cela serait une terrible erreur tactique. La seconde serait d'écouter la rue et de sacrifier le candidat (Bouteflika) pour sauver la stabilité et la pérennité du régime, donc proposer un candidat plus consensuel et moins problématique. Des contacts haut placés m'ont dit que le régime avait entendu le message de la rue. Il me semble dès lors que cette seconde option est très plausible si le mouvement gagne en puissance.

Toute la question est là : ce mouvement né via les réseaux sociaux mais qui n'est pas du tout structuré permettra-t-il à une force de l'opposition, ou une autre, de capitaliser sur lui et d'attirer d'autres forces pour gagner en importance ?

Le départ de Bouteflika pour des examens de santé en Suisse peut être perçu comme un mauvais signe pour le pouvoir. Il peut donner l'impression que tous ceux qui sont dans les rues ont raison de prétendre que le président n'est plus apte à diriger...

Non, quand ils ont annoncé ces tests médicaux, l'hypothèse était que ceux-ci puissent prouver que Bouteflika est capable de diriger le pays. C'était un coup de communication. Avant d'autres : des rumeurs disent qu'il serait présent pour l'inauguration de la grande mosquée d'Alger à Bab Ezzouar, sans doute à la fin mars, ce qui enverrait un signal fort à la population (juste avant la présidentielle du 18 avril). Mais je pense honnêtement, compte tenu de ce que j'ai vu depuis vendredi, que cela ne puisse calmer la rue. Beaucoup sont convaincus qu'il est incapable de prendre des décisions et que celles-ci sont prises par son clan, mené par son frère Saïd.

Ces manifestations portent-elles aussi des revendications socio-économiques, alors que la situation financière du pays est critiquée d'après un récent rapport du Crisis Group ?

Oui, mais le principal reste le cinquième mandat. Des étudiants m'ont parlé de leurs conditions d'études, du manque de perspectives, de débouchés, d'une université qui donne naissance à des cancre surdiplômés dont les diplômes ne servent pas à grand-chose. Le pouvoir d'achat du citoyen est en berne, en raison de l'inflation, d'une planche à billets qui n'a servi absolument à rien, au contraire. C'est un régime rentier qui a besoin d'un baril de pétrole à 96 dollars pour pouvoir continuer ses programmes de subventions.

Sachant que les manifestations ne sont pas autorisées en Algérie, comment expliquez-vous que la réaction des autorités a jusqu'ici été très mesurée, même quand des manifestants s'en sont pris à des portraits présidentiels ? Est-ce une manière de leur octroyer une soupape de décompression ?

Tout à fait. Dans la manifestation des étudiants de ce mardi, il y avait un nombre très réduit de CRS. Le régime aurait pu, parce qu'il en a les moyens, déployer beaucoup plus de personnel, avec un quadrillage beaucoup plus serré, or il ne

l'a pas fait. Il ne veut pas envoyer le message qu'il réprime sévèrement. Il fait très attention à cet aspect et je pense qu'il a appris des erreurs des années 1990. Tout le monde a encore en tête le 5 octobre 1988 où l'armée a tiré sur le peuple. L'armée n'est pas présente ici, ce sont les policiers. De ce que j'ai vu, le mot d'ordre semble être d'éviter les violences. C'était aussi l'un des slogans répétés mardi par les étudiants quand ils ont voulu passer le premier barrage de CRS qui les empêchait d'aller plus loin pour aller bloquer l'autoroute. Ils ont réussi à passer, sans être trop retenus, et à quasiment se retrouver sur l'autoroute.